
Argentine : Harvard défend avec acharnement ses plantations forestières

L'Université d'Harvard est propriétaire, par l'intermédiaire de l'Harvard Management Company (HMC) du plus grand fonds d'investissement du monde, qui gère annuellement 32 milliards de dollars. Sur ce total, près de 15 % sont affectés à des investissements forestiers dans le monde.

En Argentine, Harvard est propriétaire de 87 000 hectares dans la province de Corrientes, où les sociétés Empresas Verdes Argentinas S.A. (EVASA) et Las Misiones S.A. gèrent des plantations de pins et d'eucalyptus.

Le système de production par la plantation d'arbres à grande échelle est idéal pour obtenir des bénéfices rapides parce qu'il emploie des travailleurs peu nombreux et en situation de précarité, qu'il reçoit de l'aide du gouvernement national et des gouvernements provinciaux (exemption d'impôts, stabilité fiscale), et que les conditions climatiques favorisent la croissance rapide des espèces utilisées : les pins et les eucalyptus.

Ces investissements de la HMC ont été critiqués par des organisations écologistes et par la population locale, qui dénoncent l'impact environnemental et l'accaparement de terres des entreprises. Pourtant, le public n'a pris connaissance de ces critiques que lorsqu'un groupe d'étudiants et de professeurs d'Harvard a mené une enquête et publié un rapport critiquant les activités de leur propre université à Corrientes [1].

En avril, Adrián Obregón [2], mon collègue paysan de l'Iberá, et moi-même, nous avons eu la possibilité de voyager à l'Université d'Harvard, invités par un groupe d'élèves et de professeurs qui s'inquiétaient du manque d'éthique des investissements de leur université.

Au cours d'une réunion avec Lars Peter Knoth Madsen, secrétaire privé de la présidente d'Harvard, Kathryn Murtagh, directrice de la HMC, et Jameela Pedicini, vice-présidente chargée des investissements durables de la HMC, nous avons pu écouter personnellement les arguments de l'université en défense de ses investissements.

Avant même que notre vol de retour n'ait atterri à Corrientes, Argentine, Andrew Wiltshire (Directeur des actifs alternatifs de la HMC) publiait dans le journal universitaire d'Harvard (The Crimson) une dure réponse aux inquiétudes que nous avons formulées, et défendait avec acharnement les plantations d'arbres en régime de monoculture.

L'argumentation de la HMC est constamment fondée sur les grands mythes qui entourent l'activité

forestière : les plantations d'arbres sont considérées comme des forêts, elles aident à combattre le changement climatique et la certification du FSC garantit la durabilité environnementale, la justice sociale et la responsabilité des entreprises à l'égard de la communauté.

Or, si les longs débats de diverses organisations écologistes, paysannes, indigènes et syndicales du monde qui s'opposent à ces mythes ne représentent pas grand-chose pour les directeurs de la HMC, il suffit de voir ce qui se passe dans le cas concret de notre territoire, motif de la discussion actuelle.

Sur les 87 000 hectares que possède la HMC à Corrientes, près de 50 % se trouvent dans la réserve provinciale Iberá, un écosystème de marécages, de marais et d'étangs. Des millions d'arbres ont été plantés dans des zones humides, des savanes et des pâturages qui, d'après WWF et BirdLife, sont de grande valeur pour la conservation, les remplaçant par des plantations de pins où rien d'autre ne pousse.

La HMC affirme avoir créé des réserves et des zones tampon contre l'impact des plantations forestières, mais elle les a faites dans des zones peu productives où il aurait coûté très cher de planter des pins. À de nombreux endroits, ses propres techniciens ont recommandé de retirer les pins et de cesser de planter, mais ces recommandations ont été complètement ignorées, par exemple dans les zones où pousse un palmier nain très rare (*Butia paraguayensis*), espèce autochtone classée par l'UICN dans la catégorie de vulnérabilité extrême.

À Corrientes, de nombreuses études comparent la biodiversité des sites affectés à l'élevage extensif avec celle des plantations industrielles d'arbres. L'exemple type en est la coexistence du cerf des Pampas et du bétail dans la zone des marécages de l'Aguapey (rive orientale de l'Iberá), et la disparition de ce cervidé à mesure qu'avancent les plantations de pins. D'autre part, l'initiative « Alianza del Pastizal » affirme que le maintien de l'élevage extensif dans les pâturages naturels est très convenable pour la biodiversité.

Adrián Obregón, le représentant des paysans qui a discuté avec la HMC, est originaire de la localité de Montaña, située dans les marécages de l'Iberá ; cette zone rurale est adjacente à la propriété Santa Julia, qui appartient à Las Misiones S.A. « De nombreux habitants de Montaña sont encerclés par les plantations d'arbres de Santa Julia », dit Adrián. « Autour du lac d'Ipacarapá, qui fait partie de notre territoire ancestral et sur les bords duquel se trouvait la maison de mon grand-père, tout est planté d'arbres aujourd'hui, même dans l'eau il y a des pins. Il ne reste qu'une petite forêt indigène dans laquelle nous ne pouvons pas entrer sans devenir des 'intrus' en propriété privée. L'entreprise Las Misiones S.A. est propriétaire d'un tiers du lac », raconte-t-il.

Ipacarapá joue un rôle important dans la culture guarani de la zone parce que c'est un lieu de récréation et de pêche et le symbole de légendes et de mythes ancestraux nombreux. Aujourd'hui, l'apparence du lac a été détruite, et les habitants originels n'y ont plus accès. Mais pour la HMC et pour la Rainforest Alliance, la société qui l'a certifiée, cela ne fait pas partie des droits des peuples originaires ; dans les rapports de certification FSC d'EVASA et de Las Misiones, à l'endroit concernant les peuples originaires la seule case cochée d'un X est « no corresponde », ce qui veut dire que leur existence n'est pas reconnue.

Un autre exemple du manque de corrélation entre le discours sur la responsabilité et la réalité de la gestion sur le terrain est le cas des chemins ruraux. Les camions des entreprises forestières d'Harvard sont les principaux responsables de la détérioration des chemins. Dans le village de Chavarría, le problème a commencé à être résolu après que les voisins, las que leurs réclamations

restent sans réponse, ont coupé la route n° 22 et bloqué le passage des camions de l'entreprise EVASA.

Quant aux mécanismes de dialogue prévus par le système de certification FSC, nous pouvons affirmer qu'ils brillent par leur absence dans la province de Corrientes. L'entreprise Las Misiones S.A. a récemment obtenu la certification forestière mais, le 18 mai, sa page web (www.lasmisionessa.com.ar) n'affichait aucune information à ce sujet et aucune information n'y figurait quant à la convocation d'une quelconque réunion. D'autre part, la page web du FSC en Argentine n'existe même pas. Aucune réunion n'a été convoquée non plus par les médias dans les villages proches.

Les réclamations unanimes que les paysans, les travailleurs et les écologistes de la zone adressent à Harvard sont simples et claires :

- 1) que la libre organisation des travailleurs soit permise et garantie, et qu'ils disposent d'un moyen transparent et sincère pour présenter aux entreprises leurs revendications quant aux conditions de travail ;
- 2) que Harvard arrête l'expansion de ses plantations jusqu'à ce qu'une étude d'impact environnemental véritable, publique, participative et accumulative de toutes les plantations ait été effectuée ;
- 3) que l'on crée une zone tampon entre les plantations et les petits producteurs et paysans.

Emilio Spataro, coordinateur de Guardianes del Iberá, adresse électronique :coordinador@salvemosalibera.org.

[1] <http://www.oaklandinstitute.org/informe-harvard-argentina>

[2] Délégué provincial de la FONAF (Fédération des organisations nationales de l'agriculture familiale) et vice-président de l'APPPC (Association provinciale des petits producteurs de Corrientes).